

LES ALGÉRIENS

Une longue histoire de

Dans une récente interview accordée à un quotidien national, l'écrivain Boualem Sansal a déclaré, entre autres choses, que les Algériens sont vaccinés par le pouvoir contre la démocratie. Il est vrai que pour la majeure partie des politiciens nourris à l'idéologie de l'ex-parti unique ou de ses satellites, la démocratie est perçue comme une menace et le régime qui conduit au chaos général. Pour la plupart de ceux qui se revendiquent de l'islamisme, elle est l'hérésie même et mène à l'enfer. L'islamisme une idéologie politique qui utilise l'islam à des fins politiques. Une fois de plus, il nous faut clarifier les concepts utilisés.

Quand les islamistes et les islamophobes sont d'accord

L'islam et l'islamisme sont deux choses différentes et distinctes. Il n'y a que les islamistes et les islamophobes qui les confondent, et prennent l'un pour l'autre.

L'islam est une religion qui a donné naissance à une culture et une civilisation des plus brillantes de l'humanité.

Si cette culture et cette civilisation ont régressé, c'est de notre faute en tant qu'individus et peuples. Le mal n'est pas dans l'islam, il est en nous. Nous avons lutté contre le terrorisme, mais on a battu en retraite devant l'intégrisme. Aujourd'hui, on ploie devant l'obscurantisme. Ne cherchons pas ailleurs le secret de nos maux, dirais-je en reprenant presque mot à mot cette phrase tirée des *Confessions d'un enfant du siècle*, d'Alfred de Musset.

Ce qui n'est pas dans la culture et les traditions ancestrales des Algériens c'est, si on veut bien se donner la peine de consulter les livres d'histoire, l'idolâtrie du chef, le besoin d'un guide, d'un führer, d'un duc, d'un caudillo, d'un petit père du peuple, le culte de la personnalité, la soumission aux nababs et aux satrapes.

L'islamisme est une idéologie politique autoritaire et totalitaire. Dès que les islamistes arrivent au pouvoir quelque part, les premières mesures qu'ils prennent sont autoritaires, comme par exemple créer une police de la foi, limiter les libertés publiques et individuelles, brider davantage les droits et les libertés déjà toutes relatives de la femme parce qu'elle est femme, remettre en vigueur, en tant que sanctions pénales, les flagellations et les amputations des membres, instaurer des modes vestimentaires importés d'ailleurs, censurer la presse et la télévision, se débarrasser des œuvres littéraires et artistiques qui seraient décadentes, allonger la liste des interdits, faire du prosélytisme à tout vent, etc. L'islamisme remet en cause tous les acquis des grands réformateurs tels que le réformateur algérien Abdelhamid Ben Badis, en encourageant le retour au tribalisme, aux sectes, au maraboutisme, à la superstition et aux pratiques irrationnelles d'un autre âge.

L'islamisme et ses appels au meurtre

L'islamisme a même osé élever au rang d'acte de piété et de foi, récompensé par Dieu, l'assassinat ! Tirer au fusil-mitrailleur, comme l'a fait un jeune Tunisien à Sousse au début de l'été dernier, sur des touristes pacifiques, assis ou allongés sur une plage, est un acte lâche. Rien ne le justifie ni l'excuse. Son auteur ne peut en aucune manière être considéré comme un moudjahid ou un chahid. L'islam condamne cet acte et son auteur, sans appel ni aucune circonstance atténuante. Au passage, je saisis cette occasion pour remercier les Tunisiens d'avoir diffusé, comme ils l'ont déjà fait pour l'attaque perpétrée peu de mois avant au

musée du Bardo, les images, notamment celles de la poursuite de l'auteur de l'agression criminelle et de sa mort sur la chaussée, dans un caniveau. Ces images contiennent un message à l'intention de ceux qui seraient tentés d'imiter le tueur. La dissuasion et l'exemplarité, que les pénalistes attribuent à la peine de mort ne sont pas que de vains mots.

En quoi Sansal se trompe

Mais pour en revenir à ce qu'a dit Boualem Sansal à *El Watan*, j'estime, en toute modestie, qu'il se trompe doublement. D'abord en laissant entendre que la démocratie est une pathologie, il avance quelque chose de totalement inexact. Il n'y a que dans le cerveau de Pol Pot ou l'un de ses semblables, que peut naître une pareille idée ! Non, la démocratie

n'est pas une pathologie mortelle ! Ce sont ses antonymes, c'est-à-dire la tyrannie, la dictature, l'absolutisme et le despotisme qui sont des maladies fatales pour les libertés individuelles et collectives des citoyens. L'enfer est là où ces systèmes totalitaires dominant. Sansal fait fausse route aussi, en suggérant que les Algériens, certes déjà profondément formatés par des décennies de propagande officielle et de bourrage de crâne religieux, préféreraient vivre sous un régime despotique plutôt qu'en démocratie. C'est une affirmation tout à fait contestable. Ce qui est par contre incontestable, c'est que le peuple algérien est l'un des rares peuples encore sevrés du droit légitime de vivre en démocratie.

Qui n'aime pas la démocratie ?

Ce ne sont pas, en effet, les Algériens qui sont hostiles à la démocratie, mais bien tous les dirigeants de l'Algérie qui se sont succédé depuis 1962, à l'exception toutefois du Président Boudiaf. Celui-ci fut non seulement un «watani», comme tout le monde le reconnaît aujourd'hui, y compris ceux-là mêmes qui l'ont traîné dans la boue de 1962 à 1992, parce qu'il rejetait le monopartisme, revendiquait le pluralisme politique et avait créé un parti, le PRS, vite déclaré illégal et poussé à la clandestinité. Boudiaf fut aussi et de manière particulièrement engagée un fervent démocrate. A cause de cela, il a dû fuir son pays pour se réfugier à l'étranger jusqu'au début de l'année 1992, date à laquelle on l'a appelé à l'aide pour participer au sauvetage de l'Algérie qui était alors gravement menacée dans son unité et son identité. Il a répondu à l'appel, sincèrement convaincu que l'heure était venue de démocratiser l'Algérie et ses institutions. Cela lui a

coûté la vie, tout le monde le sait, puisqu'il a été exécuté en live, par un tueur d'une précision professionnelle, qui a tué sa victime et seulement elle, dans une salle archicomble ! En effet comme en 1988, ni ceux qui étaient au pouvoir ni les islamistes qui se préparaient à prendre coûte que coûte le pouvoir ne voulaient entendre parler de démocratie.

Néanmoins, il est totalement injuste à mon sens, de dire que la démocratie n'est pas dans la culture du peuple algérien. Dire que la démocratie nous répugne, c'est dire quelque part que nous sommes un peuple composé d'individus taillables et corvéables à merci, et d'hommes nés pour la servitude. C'est insultant, diffamatoire et calomnieux. Par contre, ce qui n'est pas dans la culture et les traditions ancestrales des Algériens c'est, si on veut bien se donner la peine de consulter les livres d'histoire, l'idolâtrie du chef, le besoin d'un guide, d'un führer, d'un duc, d'un caudillo, d'un petit père du peuple, le culte de la personnalité, la soumission aux nababs et aux satrapes. L'Algérien n'a jamais aimé ni les totems primitifs ni les statues modernes dressées de leur vivant ou après leur trépas, en hommage à tel despote ou tel potentat. Il est injuste de faire grief au peuple d'être antidémocratique, quand ce sont ses dirigeants qui, de toute évidence, le sont non point par je ne sais quelle inculture démocratique, mais par goût de l'autoritarisme. Pour tous les régimes totalitaires d'hier comme d'aujourd'hui, la démocratie est une idée subversive, elle est la subversion même. N'enflamme-t-elle pas les esclaves, et ne soulève-t-elle pas les peuples dominés et les masses soumises ? Ceci est un constat que n'importe quel citoyen lambda peut faire de lui-même : la démocratie libère l'individu, tandis que le totalitarisme le soumet. Ce qui fait la noblesse de l'esclave, c'est sa révol-

C'est que l'attachement à la démocratie est instinctif chez les peuples opprimés, humiliés, laissés pour compte ou abandonnés au sous-développement et à la misère, pendant qu'une minorité jouit de tous les privilèges.

te, a dit, sans doute dans un moment de totale lucidité, un célèbre philosophe allemand. La démocratie n'est une menace que pour les intérêts personnels des hommes de pouvoir, de leur parentèle, de leur clientèle et de la myriade de nababs et satrapes qui siphonnent impunément les finances publiques et pillent le patrimoine national.

La démocratie aux yeux des islamistes

Chez les «passéistes» et tous ceux pour qui la religion impose l'immobilisme, la stagnation et le retour en marche-arrière aux temps anciens les plus reculés, la démocratie est carrément une hérésie : *kufr*, *fitna* ou *bidaâ*, au choix ! Tous ces termes, on l'aura remarqué, font partie du vocabulaire religieux et ne sont pas des mots des sciences politiques. Tel est, hélas, la lexicographie et l'horizon intellectuel de nos religieux qui ramènent automatiquement tout à la religion ! Les idéologues des régimes autoritaristes tels que le nazisme, le fascisme et le bolchévisme n'utilisent jamais les termes religieux. Ils rejettent et condamnent la démocratie parce qu'à leurs yeux, elle est l'incarnation

de la décadence, du déclin, du désordre et du chaos. Mais les islamistes ont, par formation et par profession, une conception théocratique et théologique du pouvoir politique.

Certes, étant iconoclastes par conviction religieuse, ils rejettent les «totems», répugnent au culte de la personnalité et refusent de s'incliner devant des statues.

Mais comme atteints de schizophrénie, ils se prosternent, sans honte, devant le «wali el amr» et exhortent les croyants à en faire de même dans leurs prêches et sermons hebdomadaires, leurs écrits dont une presse complaisante fait ses choux gras, et leurs «dourous et fatwas» télévisés. Pour eux, le pouvoir politique est quasiment de droit divin et se transmet naturellement par voie successorale. Il y a dans tout Etat musulman, dans les républiques comme dans les monarchies, un héritier putatif ou simplement présomptif à qui la plus haute charge de l'Etat doit échoir tout naturellement. Dans ces pays, on ne demande pas, à proprement parler, l'avis du peuple dont on se moque du reste royalement. Dans les régimes politiques autoritaires, le peuple se doit d'accorder au candidat déjà choisi en conclave par la très haute hiérarchie la «tez-kiya», et la «moubayaâ», terme qu'on traduit généralement par l'allégeance. La «choura», bien qu'expressément écrite dans le Coran, est très largement fictive et factice dans tous les pays musulmans. Et quand par extraordinaire on daigne y recourir, elle est en vérité réservée à une minorité triée sur le volet, réunie dans une sorte d'assemblée de soi-disant notables et de prétendus sages. L'injonction divine «wa chawarhoum fi amrihim», contenue dans le Coran, est donc ouvertement violée ou tout au moins méconnue, depuis

quinze siècles ! Il en est ainsi en tout cas, depuis que Muawiya, fondateur de la dynastie des Omeyyades, a fait du khalifa d'essence élective à l'origine une dignité purement et simplement héréditaire. Il y a aussi longtemps que les théologiens et les *fouqaha*, fonctionnaires organiques et dignitaires dans les cours royales et les palais présidentiels, sont passés au service exclusif des «walis el amr». La question du pouvoir politique et de sa transmission sont donc en fait, comme en droit, des questions réglées depuis le premier khalife omeyyade de Damas. Pourquoi dans ces conditions s'embarrasser du formalisme démocratique ? Et surtout, étant déjà au pouvoir, pourquoi se mettre soi-même en danger en organisant des élections plurielles, libres et honnêtes, mais à l'issue toujours aléatoire ? On n'organise pas des élections pour les perdre, aurait confessé l'un des despotes ! Les peuples arabes n'ont pas voix au chapitre, parce qu'ils ne sont, aux yeux des «princes – souvent sans noblesse – qui les gouvernent», qu'un servum pecus, troupeau servile, disait le poète romain Horace (I^{er} siècle avant J.-C.), ou un «ghachi», comme ne cesse de le déplorer N. Boukrouh.